Un terreau favorable

Agnès Roche

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8093>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8093

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2004

Pagination : 103-114

Référence électronique

Agnès Roche, « Un terreau favorable », *Études rurales* [En ligne], 171-172 | 2004, mis en ligne le 01 janvier 2006, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8093> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8093

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_171&ID_ARTICLE=ETRU_171_0103

Un terreau favorable

par Agnès ROCHE

| Éditions de l'EHESS | *Études rurales*

2004/3-4 - N° 171-172

ISSN 0014-2182 | ISBN 2-7132-2007-6 | pages 103 à 114

Pour citer cet article :

—Roche A., Un terreau favorable, *Études rurales* 2004/ 3-4, N° 171-172, p. 103-114.

Distribution électronique Cairn pour les Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

II. UN DÉPARTEMENT TÉMOIN : L'EXCEPTION BOURBONNAISE

LORS des élections régionales de mars 2004, le PC a obtenu dans l'Allier 14,66 % des suffrages exprimés, soit le deuxième score du parti, après la Somme (16,67 %) mais devant la Seine-Saint-Denis (14,31 %), le Val-de-Marne (10,43 %) et le Nord (11,31 %). Depuis une dizaine d'années, les résultats du PC dans l'Allier sont supérieurs à ceux des départements de la banlieue rouge. À l'occasion des présidentielles de 2002, 23 des 35 cantons de l'Allier se trouvaient dans le premier décile s'agissant du vote communiste¹.

Au-delà d'une résistance au déclin communiste actuel plus importante qu'ailleurs, l'Allier présente la particularité, à l'instar de certains départements limousins, d'avoir connu un vote à gauche précoce (dès le milieu du XIX^e siècle) et constant, plus ou moins massif selon les périodes.

Cette gauche se déploie sur des terres bourbonnaises dotées de caractéristiques de nature à rendre possible l'implantation des « rouges ». Il est certes hasardeux d'établir des corrélations pertinentes entre données socioéconomiques et résultats électoraux mais on peut néanmoins émettre l'hypothèse qu'il existe des facteurs

favorables ou des obstacles à l'émergence d'une politisation à gauche. Dans l'Allier, des rapports sociaux très antagoniques (grande propriété terrienne et métayage) et une forte mobilisation syndicale représentent la matrice d'une adhésion au communisme.

Le poids de la grande propriété et du métayage

Jusqu'à la Libération, l'Allier reste une terre où domine encore le métayage. Ce type d'exploitation du sol trouve son origine au Moyen Âge. À la fin du XV^e siècle, la population est durement touchée par les famines, les guerres et les épidémies, à tel point qu'un feu sur quatre manque de ressources et qu'une partie des paysans doit engager ses biens pour subsister. Les fortunes rurales ou urbaines peuvent alors prospérer en constituant ou en agrandissant des propriétés terriennes. Ainsi « se trouvaient en présence d'une part des paysans sans terre et d'autre part des seigneurs ruraux résidant sur leur sol mais incapables de l'exploiter. L'association des uns et des autres sur la même exploitation, les seigneurs offrant le capital immobilier, sol et logement, les laboureurs offrant leur force de travail, mettait en place les conditions du métayage » [Germain 1997]. C'est donc cette paupérisation des paysans à la fin du Moyen Âge qui semble avoir engendré le métayage, lequel va revêtir ensuite diverses formes.

Les seigneurs possèdent fréquemment dans leur fief une « réserve » comprenant des bois, des cours d'eau, des terres vaines et vagues, des prés, vignes et terres arables, qui équivaut à une

1. Voir l'article coécrit avec Jean-Claude Bontron, « La résistance du vote rural (1981-2002) », dans ce numéro.

part importante de leurs revenus. Au ^{xv}^e siècle, les terres cultivables et les prés de la réserve prennent la forme de métairies, sorte de moyen terme entre l'exploitation directe et l'exploitation indirecte. Le métayer a plus de liberté que le serf mais il perd en sécurité puisque son contrat, souvent oral, est temporaire. Il effectue les travaux nécessaires à l'exploitation du domaine en échange de la jouissance du sol et des bâtiments. Les fruits du travail sont partagés par moitié entre le seigneur et le métayer, chargé de surcroît de certaines corvées (charroi, entretien). Le seigneur, absentéiste, délègue la surveillance du domaine à un fermier, « véritable potentat dont les exigences dégraderont très vite les conditions premières du métayage » [*ibid.*]. Le métayage se développe également chez de « petits » seigneurs bourgeois résidant sur leurs terres mais ne pouvant les exploiter eux-mêmes et cherchant à en tirer le meilleur profit. L'élevage est également touché : à la fin du Moyen Âge apparaît le bail à cheptel, contrat par lequel un seigneur donne un troupeau (parfois quelques bêtes seulement) à un paysan, qui l'entretient et partage ensuite les bénéfices à égalité. Le métayage perdure jusqu'à la Révolution sans changements notoires si ce n'est l'accession au contrat écrit.

L'effet, sur la répartition de la propriété terrienne, de la vente des biens nationaux est relativement limité dans le département [Cornillon 1911-1913²]. En 1826, l'Allier fait partie d'un ensemble sud-bourguignon (Nièvre, Saône-et-Loire, Rhône, Allier) dans lequel la proportion de grandes propriétés (imposition dépassant 500 francs) est supérieure à la moyenne nationale [Duby et Wallon eds. 1976]. En 1884, la statistique agricole montre que l'Allier relève

des départements où domine la propriété de plus de 40 hectares [Farcy 1994]. Pour ce qui est de la très grande propriété (plus de 100 ha), l'Allier se rattache à un bloc central (Allier, Cher, Nièvre, Indre, Loir-et-Cher) au sein duquel elle constitue 40 à 50 % du sol [Dupeux ed. 1966]. Toutefois cette dernière est inégalement répartie dans le département. On ne dispose pas de statistiques exhaustives par communes, mais les divers travaux de recherche disponibles fournissent des matériaux pour 75 communes sur 330 [Dela-ruelle 1973 et 1977; Joubert 1976; Paul 2002; Touret 1974]. Il en ressort que le département est schématiquement coupé en deux : une large partie nord avec une grande propriété dominante, s'opposant à une partie sud où l'emporte la petite propriété. Dans certaines communes du nord du département, la grande propriété représente plus de 70 % du territoire et se trouve entre les mains d'une poignée d'individus. Cette prépondérance de la grande propriété est également remarquable par sa permanence. Entre 1829 et 1914, dans les vingt communes pour lesquelles on possède des données, la diminution de la part de la grande propriété reste faible (5,6 %) ³.

2. Cet ouvrage recèle des données sur le nombre d'hectares vendus par communes pendant la Révolution mais, malheureusement, on ne connaît pas l'origine sociale des acquéreurs. Selon l'auteur, la part paysanne dans le rachat des biens nationaux a été faible, d'autant plus que beaucoup de nobles ont récupéré leurs terres lors des reventes, reconstituant ainsi de vastes domaines.

3. Et, entre 1914 et 1939, pour les 16 communes sur lesquelles on a recueilli des matériaux, on observe une diminution de 12 points. La grande propriété est encore largement dominante à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Il conviendrait, pour affirmer avec certitude la permanence de la grande propriété, de réaliser des études sur la totalité des communes du département.

Or, la grande propriété s'accompagne du métayage. Dans une très large section nord du département, au-dessus d'une ligne Lapalisse-Huriel, les gros propriétaires terriens font cultiver leur bien par des métayers. L'Allier est l'un des quatre départements français (avec les Landes, le Lot-et-Garonne et la Dordogne) où le métayage domine à la fin du XIX^e siècle. D'après l'enquête agricole de 1892, le métayage concerne 40 % de la superficie des terres cultivées (contre 7 % en moyenne en France), le faire-valoir direct 35 % (inférieur de moitié au pourcentage de l'ensemble de la France), le fermage 25 % (proportion identique à la moyenne nationale) [Touret *op. cit.*]. La répartition géographique de la grande propriété recoupe celle du métayage, supérieur au nord, alors que le faire-valoir direct et la petite propriété l'emportent au sud (carte 1 p. 108).

Les conditions de vie du métayer au XIX^e siècle s'apparentent à celles de ses ancêtres du Moyen Âge. Outre la moitié de sa récolte, il doit au propriétaire des corvées (charrois, lessives, réparations, travail sur la réserve, entretien des fossés et chemins) et le paiement d'un impôt colonique⁴. Le bail est conclu souvent pour une année, ce qui accroît la dépendance du métayer, congédiable au moindre conflit avec le propriétaire. Ces conditions très défavorables sont encore plus difficiles lorsque c'est un fermier général qui gère le domaine du propriétaire absentéiste. On estime à environ 1 500 le nombre de fermiers généraux dans le département, sur un total de 3 000 en France.

Un syndicat de pionniers

Ces particularités favorisent l'émergence d'un des premiers syndicats de paysans (après ceux

de l'Hérault en 1900 et des Landes en 1907). Entre 1904 et 1911, une cinquantaine de syndicats voient le jour dans le département et forment la Fédération des syndicats des travailleurs de la terre [Roche 1998]. Michel Bernard [Pennetier *et al.* eds. 1997], métayer à Bourbon-l'Archambault, est à l'origine de ce mouvement soutenu par Émile Guillaumin, lequel assure la rédaction du journal de la Fédération : *Le travailleur rural*. Le premier groupe est fondé en mars 1904 à Bourbon. Le succès est immédiat : en quelques semaines, 150 cultivateurs sur 700 dans quatre communes se portent adhérents. Bernard et ses amis créent une coopérative et une caisse agricole de crédit. Au plus fort du mouvement, en 1907, la Fédération compte 1 800 adhérents et 57 groupes, quasiment tous situés au nord de la ligne Lapalisse-Huriel⁵.

Même si tous les adhérents ne sont pas métayers⁶, les revendications du syndicat sont centrées sur les conditions du métayage : sont réclamées la disparition de l'impôt colonique et des corvées, la réparation des habitations insalubres et l'instauration d'un bail type entre propriétaires et métayers. Le syndicat cherche à négocier avec les propriétaires. Mais les discussions s'enlisent, les moyens d'action sont limités

4. À l'origine, cet impôt en argent, versé par le « colon », correspond à une partie de la contribution foncière.

5. À l'exception de 7 communes, au sud de Lapalisse. Pour la distribution géographique des syndicats de la Fédération, voir A. Roche [*op. cit.*].

6. Le syndicat est ouvert aux fermiers, métayers, journaliers, domestiques agricoles et petits propriétaires exploitants.

Carte 1. Pourcentages cantonaux du métayage en 1892

Source : d'après J.-F. Viple [1967 : 290].

et, en 1911, le syndicat est moribond et les militants sont découragés. On compte également une dizaine de syndicats de bûcherons, constitués à partir de 1900, et des syndicats de domestiques de fermes.

À la veille de la guerre de 1914, malgré l'échec de la Fédération, qui n'a pas obtenu d'améliorations dans la pratique du métayage, l'Allier figure un cas exemplaire de mobilisation paysanne, « le plus notoire des départements où se soit formé un syndicalisme de

petits paysans dirigé directement ou indirectement contre les gros » [Duby et Wallon eds. *op. cit.* : 488]. On peut comprendre l'élection du socialiste Pierre Brizon [Pennetier *et al.* eds. *op. cit.*], dans la circonscription de Moulins-Ouest, lors des législatives de 1910, comme l'une des conséquences de la mobilisation syndicale. Dès le premier tour, il obtient la majorité des suffrages exprimés et, à Ygrande, berceau du syndicat, il recueille 351 voix sur 491 votants. Il en va de même dans d'autres

communes de la circonscription⁷. Durant sa campagne, Brizon prend fait et cause pour les métayers et, une fois élu, soulève à plusieurs reprises la question du métayage à l'Assemblée nationale⁸.

Un département rouge dès 1848

L'Allier s'inscrit dans un ensemble de départements ruraux acquis très rapidement à la République. Si l'hypothèse d'une continuité entre le vote Ledru-Rollin de 1848 et le vote PC de 1945 relève de l'anachronisme, il est néanmoins possible d'établir l'existence d'un vote « rouge » précoce, dès le milieu du XIX^e siècle, qui s'incarne, selon les époques, dans des offres politiques différenciées.

Le 2 décembre 1848, alors que la France accorde massivement ses suffrages à Louis-Napoléon Bonaparte, l'Allier semble plus hésitant : le prince-président n'y recueille que 43 % des inscrits, contre 14 % à Ledru-Rollin, ce dernier arrivant en tête dans cinq cantons (Bourbon-l'Archambault, Dompierre, Jaligny, Le Donjon, Lurcy-Lévis). À l'occasion des élections de mai 1849 à la Constituante, l'Allier vote largement pour les démocrates-socialistes (44 % des suffrages exprimés comparés à 35 % pour l'ensemble de la France). Dans onze cantons, tous situés au nord de la ligne Lapalisse-Huriel, les républicains-démocrates dépassent les 60 % (carte 2 p. 110).

En juin 1849, tandis que Ledru-Rollin tente de soulever Paris avec l'aide d'un élu de l'Allier, Jacques-Sébastien Fargin-Fayolle, ce dernier essaie, de son côté, de mobiliser les républicains de son département. Le 14 juin, 800 paysans se rassemblent au lieu-dit « La Brande-des-Mottes » pour aller prendre Mont-

luçon, entraînés par Philippe Fargin-Fayolle (frère du premier). L'insurrection tourne court, les insurgés rentrent chez eux⁹. Toutefois les autorités vont désormais surveiller de près ce département où coexistent vote rouge et agitations populaires.

Le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte suscite dans l'Allier une résistance peu commune pour un département rural. Le berceau de l'émeute se situe dans le canton du Donjon, où des rassemblements dans la plupart des communes ont lieu dès le 3 décembre dans l'après-midi, à l'appel des leaders du parti républicain et des notables ruraux, très populaires¹⁰. Après s'être rendus maîtres du Donjon, 250 insurgés marchent sur Lapalisse

7. À Franchesse, Brizon recueille 271 voix sur 369 votants ; à Agonges, 68 voix sur 121 votants. À titre de comparaison, dans la circonscription voisine de Moulins-Est, le candidat socialiste Arthur Mille recueille 79 voix sur 104 à Chevagnes, 333 sur 401 à Saligny-sur-Roudon, 193 sur 303 à Vaumas, 94 sur 149 à Gennetines. Voir A. Touret [1974].

8. *Journal officiel*, Chambre des députés. Débats du 13 juin 1910 et des 9, 13 et 19 décembre 1910. À la suite d'une pétition à l'initiative de Brizon, le fermage général est soumis à patente. Mais l'arrêté préfectoral est annulé en 1912.

9. Le 17 novembre 1849, 41 des insurgés sont jugés devant la cour d'assises de Riom, et finalement acquittés. Leur chef, Philippe Fargin-Fayolle, est condamné le 22 février 1850.

10. Georges Gallay est avocat et propriétaire, maire de Neuilly-en-Donjon ; Bernard-Honoré Préveraud est clerc ; Aimé-Jean-Baptiste Giraud de Nolhac est médecin ; les trois frères Terrier sont médecin, propriétaire et notaire.

Carte 2. Score des républicains-démocrates en 1849

© A. Roche 2005

Source : Archives départementales de l'Allier 3M2840.

pour s'emparer de la sous-préfecture. La colonne grossit au fur et à mesure qu'elle avance. Après quelques échauffourées, ils prennent Lapalisse mais, ayant vent de la réussite du coup d'État à Paris et de l'arrivée de troupes, ils repartent chez eux. Dans le même temps, un autre groupe, dirigé par Billard, un petit propriétaire paysan (maire en 1848 puis révoqué), prend la mairie de Jaligny. Au total, 500 insurgés tiennent la petite ville et en profitent pour arrêter un grand propriétaire, dé-

testé dans tout le canton. Cependant, les mauvaises nouvelles de Paris leur parvenant, ils décident de s'en retourner.

Cette résistance, de courte durée, est sévèrement réprimée. Sur l'ensemble du département, 852 personnes sont jugées pour avoir participé au soulèvement. Dans les trois cantons qui se sont insurgés (Le Donjon, Lapalisse, Jaligny), habitent 40 % des inculpés, signe que la majeure partie d'entre eux (60 %) n'ont participé à aucun mouvement insurrectionnel. Pour le pouvoir en

place, le coup d'État est l'occasion de liquider le mouvement républicain, en emprisonnant et en déportant ses militants, dans un département un peu trop rouge. L'origine géographique des inculpés correspond sensiblement aux zones d'implantation des républicains. Socialement, qui sont-ils ? En 1851, on note une faible proportion des catégories supérieures et moyennes (8 %) et une large représentation des milieux ruraux de l'industrie et de l'artisanat (60 %), les professions agricoles représentant 26 % des inculpés (18 % de travailleurs, 8 % de propriétaires) [Plazenet 2002]. Les données de 1851 sur les pensionnés¹¹ vont dans le même sens [Conord 2001¹²; Davos 1992] : une fraction non négligeable de petits paysans, mais surtout beaucoup d'artisans (tailleurs, sabotiers, maréchaux-ferrants, cordonniers) et de commerçants de village (aubergistes essentiellement).

Ces chiffres donnent ainsi à voir un département où le sentiment républicain est assez répandu dans les campagnes et confirment les résultats électoraux de 1848 et 1849. À l'exception de l'est de l'Allier, où des notables républicains ont entraîné de larges parties de la population¹³, les catégories supérieures et moyennes sont peu présentes. Ce sont bien les couches populaires qui se sont mobilisées pour défendre la République.

Républicains et socialistes

L'Empire disparu, la République s'ancre rapidement dans les terres bourbonnaises. Des anciens proscrits de 1851 sont candidats, et parfois élus¹⁴. Dès les élections législatives de 1876, les républicains sont majoritaires en voix, et les six députés de l'Allier sont républicains¹⁵ (carte 3 p. 112).

Les socialistes s'implantent dans le département à partir du début des années 1880. La mairie de Commentry, dans le bassin minier, est conquise en 1881 (première municipalité socialiste de France). Le maire, Christophe Thivrier [PenNETIER *et al.* eds. *op. cit.*], est élu conseiller général du canton de Commentry en 1889 et député de la circonscription de Montluçon-Est la même année. Les municipales de 1892 enlèvent une dizaine de mairies. Les élections législatives de 1893¹⁶, 1898, 1902 et 1906 marquent une stabilité relative des socialistes, qui remportent environ 15 % des voix des inscrits et comptent deux élus, toujours dans les deux circonscriptions de Montluçon.

Lors des législatives de 1910, les socialistes doublent leur score, passant de 15,5 % des

11. En 1882, un décret présidentiel décide l'indemnisation des victimes du coup d'État du 2 décembre 1851 et de la loi de sûreté générale du 27 février 1858.

12. Fabien Conord recense 203 artisans, 60 commerçants, 86 professions agricoles, 28 ouvriers, 34 journaliers, 5 instituteurs, 11 domestiques, 34 divers, pour un total de 570 individus pensionnés.

13. Ce cas s'apparente à celui du Var décrit par M. Agulhon [1979].

14. En 1871, Philippe Fargin-Fayolle, emprisonné en 1851 puis déporté en Algérie en 1858, est élu conseiller général de Montluçon-Ouest. Georges Gallay est élu conseiller général du Donjon lors des mêmes élections.

15. Pour ce qui est des résultats électoraux dans le département, voir J.-F. Viple [1967].

16. Aux législatives de 1893, les socialistes ont une cinquantaine d'élus à l'Assemblée nationale. Voir J.-M. Mayeur [1973].

Carte 3. Score des républicains en 1877

© A. Roche 2005

Source : Archives départementales de l'Allier 3M2849.

inscrits à 31 % (et 41,8 % des suffrages exprimés). Ils conservent la circonscription de Montluçon-Est, perdent celle de l'ouest mais gagnent deux zones rurales : Moulins-Ouest, où Pierre Brizon est élu au premier tour, et Lapalisse. À la veille de la guerre, l'implantation socialiste est effective : aux législatives de 1914, la SFIO obtient 32 % des voix des inscrits en moyenne dans le département (carte 4 p. 113).

Dans les campagnes de l'Allier, les tensions entre grande propriété et métayage sont à l'ori-

gine de rapports sociaux très antagoniques, surtout dans la partie nord du département. Cette conflictualité va trouver son expression dans une politisation précoce à gauche : vote pour les républicains-démocrates en 1848-1849, résistance au coup d'État en 1851, majorité pour les républicains à partir de 1876, implantation forte des socialistes à l'aube du XX^e siècle, syndicalisme paysan. Lorsque l'offre politique se diversifiera en 1920, avec l'apparition du PC, l'enjeu pour le nouveau parti sera de s'adapter à ce terrain et de parvenir à incarner cette radicalité.

Carte 4. Score des socialistes en 1910

© A. Roche 2005

Source : Archives départementales de l'Allier 3M2874.

Bibliographie

Agulhon, M. — 1979, *La République au village. Les populations du Var, de la Révolution à la II^e République*. Paris, Le Seuil.

Conord, F. — 2001, « Les républicains de l'Allier en 1851 : une poignée d'insurgés ? », *Études bourbonnaises* 289 : 159-171.

Cornillon, J. — 1911-1913, *La transmission de la propriété dans l'Allier sous la Révolution française*.

La vente des biens nationaux. Moulins, L. Grégoire. 3 vol.

Davos, D. — 1992, *La III^e République et la mémoire du coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte*. Paris, Archives nationales.

Delaruelle, M. — 1973, « Le canton du Montet, de 1870 à 1914 ». Mémoire de maîtrise. Faculté des Lettres, Clermont-Ferrand. — 1977, « Les campagnes

bourbonnaises entre les deux guerres mondiales ». Thèse. Faculté des Lettres, Clermont-Ferrand.

Duby, G. et A. Wallon eds. — 1976, *Histoire de la France rurale*. III : *Apogée et crise de la civilisation paysanne, de 1789 à 1914*. Paris, Le Seuil.

Dupeux, G. ed. — 1966, *Atlas historique de la France contemporaine, 1800-1965*. Paris, Armand Colin.

Farcy, J.-C. — 1994, « Le cadastre et la propriété foncière au XIX^e siècle », in *La terre et la cité. Mélanges offerts à Philippe Vigier*. Paris, Créaphis : 33-52.

Germain, R. — 1997, *Les campagnes bourbonnaises à la fin du Moyen Âge, 1370-1530*. Clermont-Ferrand, Publications de l'Institut d'études du Massif central.

Joubert, M. — 1976, « L'arrondissement de Lapalisse, 1815-1851 ». Mémoire de maîtrise. Faculté des Lettres, Clermont-Ferrand.

Mayeur, J.-M. — 1973, *Les débuts de la III^e République, 1871-1898*. Paris, Le Seuil (« Points »).

Paul, D. — 2002, « Société et démographie dans le

sud de l'Allier au XIX^e siècle ». Thèse. Université Paris IV-Sorbonne.

Pennetier, C. et al. eds. — 1997, *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français*. Paris, Éditions de l'Atelier, cédérom.

Plazenet, C. — 2002, « La résistance au coup d'État du 2 décembre 1851 dans l'Allier ». Mémoire de DEA. Faculté de Droit et de Science politique, Clermont-Ferrand.

Roche, A. — 1998, « Paysannerie et syndicalisme dans l'Allier au début du siècle », *Cahiers du Centre d'histoire des entreprises et des communautés* 8 : 39-54.

Touret, A. — 1974, « Les campagnes bourbonnaises sous la III^e République, de 1870 à 1914 ». Thèse. Faculté des Lettres, Clermont-Ferrand.

Viple, J.-F. — 1967, *Sociologie politique de l'Allier. La vie politique et les élections sous la III^e République*. Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence.

Résumé

Agnès Roche, *Un terreau favorable*

Le Bourbonnais présente certaines caractéristiques favorables à l'implantation précoce et rapide de la gauche. Des rapports sociaux très conflictuels (grande propriété et métayage dominants) et un dynamisme syndical constituent un terreau propice aux « rouges ». La création, dans les premières années du XX^e siècle, de la Fédération des syndicats des travailleurs de la terre marque le début de la mobilisation paysanne dans l'Allier.

Abstract

Agnès Roche, *Fertile Soil*

Characteristics of the Bourbonnais area in France made it a fertile place where left-wing political forces took root in a short time and at an early date. A thriving union movement and very tense social relations between big landholders and tenant farmers were factors leading to the establishment of a Red stronghold. The creation of the Federation of Farm Workers' Unions at the start of the 20th century signaled the beginning of a mobilization of peasants in Allier Department.